



Versement

1287W 1-30

Identification :

Intitulé/ Analyse : Politique économique du Département : subventions d'associations, de manifestations (1980, 2001), suivi de l'après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (1980, 1996)

Dates extrêmes : 1980, 2001

Importance matérielle : 1 ml

Contexte :

Service producteur : Conseil général, Direction des Affaires Economiques et Européennes ; Conseil général, service des affaires économiques et planification

Service versant : Conseil général, Direction des Affaires Economiques et Européennes

N° d'entrée du versement : 54086, 54120

Date d'entrée du versement : juillet 2002

Conditions d'accès aux documents :

Début communicabilité : Immédiate

Fin communicabilité : Immédiate

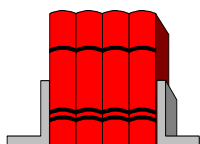
Contrôle de la description :

Date de rédaction de l'inventaire : 2003

N° d'entrée de l'inventaire : 54492

Cote de l'inventaire : 1AD10 996





Présentation

Présentation des services producteurs

Dès la décentralisation, le service des Affaires économiques et Planification du Conseil général, sous l'égide de la Direction des services administratifs et économiques, a en charge l'étude et la mise en place de la politique économique du Département.

Cependant, à partir de 1985, les élus engagent une réflexion économique autour d'une association, le Comité d'Action Promotionnelle (CAP)¹. Au fil des années, cette association parapublique, dont la structure et le financement sont issus d'institutions publiques, se veut le point de convergence des initiatives économiques prises au niveau départemental.

Après une crise interne, en 1991, le CAP est dissout, en 1993, et le Conseil général s'implique à nouveau directement dans le développement économique du territoire : la Direction des Affaires Economiques et Européennes (D.A.E.E.) créée en 1991, reprend en 1993, l'ensemble des dossiers alors gérés par le CAP.

L'aide aux entreprises et associations constitue l'activité principale du service, par le biais notamment de subventions.

Lors de son déménagement vers de nouveaux locaux, en juillet 2002, la D.A.E.E. a versé ses dossiers de subventions aux Archives départementales.

Présentation du contenu du versement

Ce versement est intéressant pour l'histoire locale car il reflète l'implication du Conseil général dans le domaine économique. Implication qui se manifeste principalement par un soutien financier à l'activité d'associations, à caractère privé.

Ce versement apporte donc un éclairage sur l'action du Conseil général et des associations, œuvrant dans le domaine économique². En effet, les

¹ Devenu Centre Aube Promotion en 1988. Pour de plus amples informations sur le CAP, se reporter au bordereau de versement 1217W

² Une vision d'ensemble de l'action économique du Département peut être obtenue à travers les versements de la D.A.E.E. : 1279W, 1282W à 1285W.

documents produits par les associations, lors d'une demande de subvention, permettent d'entrevoir leur activité, mais également, leur budget, leurs statuts, leur fonctionnement. Versement d'autant plus pertinent que les archives de ces associations ne sont pas, à ce jour, déposées aux Archives départementales.

L'essentiel du versement est constitué de dossiers de demande de subventions et de dossiers de suivi de l'après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

Les dossiers de demande de subventions sont classés selon l'importance de l'implication du Conseil général.

Présentation de quelques associations ou entreprises subventionnées :

- Les Foires de Champagne : l'association a pour objectif de promouvoir l'économie du Département en organisant des manifestations, dont les foires qui regroupent des entreprises de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture.
- Tertiaires Services : le salon est organisé par l'association « Foire de Champagne » et par le Comité d'Action Promotionnelle (CAP). Il a pour but de mettre en rapport tous les prestataires de service avec les entreprises
- Essor : l'association a été créée pour valoriser les métiers de l'artisanat
- Novator : le salon est organisé pour attirer les entreprises
- Batelle : société anonyme à responsabilité limitée, dans le domaine de l'emballage, disposant d'une antenne à Troyes.
- Association pour le développement de la recherche dans les industries agro-alimentaires et de conditionnement (ADRIAC). La Délégation Régionale Champagne-Ardenne du Ministère de la Recherche et de l'Industrie a proposé aux départements de la région et à la Région de participer à la création d'un centre de recherche agro-alimentaire. Ce centre constituerait un support scientifique à la mise en place d'industries de transformation à haute valeur ajoutée.
- IRPAC : Institut Régional de Participation Ardenne – Champagne ; le Département et la Région ont décidé dès 1982 de mettre en commun leurs moyens pour créer un institut de financement qui interviendrait sur des dossiers importants. Cet institut a vocation à se tourner vers les entreprises en création ou en expansion.

Les dossiers de suivi de l'après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine sont classés chronologiquement.

Ces dossiers reflètent l'importance économique de la centrale nucléaire pour le département aubois. Les collectivités locales concernées par le bassin d'emploi du grand chantier de la Centrale ont mis en œuvre un programme de développement économique destiné à atténuer les conséquences sur l'emploi de la fin du chantier. Le principe de ce programme est le soutien des initiatives créatrices d'activités et d'emplois. Ces dossiers proviennent, d'une part, des archives du coordonnateur du chantier de la centrale de Nogent-sur-Seine, Claude Thomas, d'autre part, du service Affaires Economiques et Planification.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

La loi Archives n° 79-18 fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Les documents présents dans ce versement sont immédiatement communicables.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-12	Associations, salons et manifestations économiques	1980, 2001
13-18	Implication du Conseil général dans la vie économique	1982, 1996
19-21	Economie et étude du territoire	1990, 1997
22-23	Formation professionnelle dans le Département	1991-1992
24-30	Centrale nucléaire de Nogent-Sur-Seine	1980, 1996

1287 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communicabilité
1-12	Associations, salons et manifestations économiques	1980, 2001	
1	Manifestation, Foires de Champagne, demande de subvention : notice de renseignements de l'association, documents comptables, rapport au président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, correspondance (1980, 1992) ; programme : plaquettes (1985-1986)	1980, 1992	
2	Salon Tertiaire Services, demande de subvention : bilan, enquête auprès des exposants, bilan financier de l'association, compte rendu de réunion, budget prévisionnel, rapport au président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, coupures de presse, dossier de presse, revue du salon, plaquette, correspondance	1987, 1995	
3	Salon Novator, demande de subvention : convention entre le Département et l'association, documents comptables, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, convention, correspondance (1990-1992) ; fonctionnement : bilan financier, dossier de presse (1993-1994)	1990, 1994	
4	Association Essor des Métiers Audois, création, présentation, dissolution : statuts, étude, correspondance (1990, 1997) ; fonctionnement : compte rendu du conseil d'administration et d'assemblée générale, rapport d'activité, documents comptables, correspondance (1991-1995). Artisanat, situation économique : études, tableau de bord de la chambre des Métiers (1990) ; demande de subvention : rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, correspondance (1990, 1996)	1990, 1997	
5	Salon Packinnove, Packaging Valley, demande de subvention : documents comptables, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, plaquette du salon, revue de presse, correspondance (1989, 1996) ; fonctionnement : correspondance (1993, 1996). Exemplaires de revue de Packaging Valley, (1994-1995)	1989, 1996	
6	Salon des antiquaires, demande de subvention : rapport du Président et délibération du Conseil général, bilan moral de la manifestation, correspondance	1991-1992	

1287 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communnicabilité
7	Forum Chambre de commerce et d'industrie – export, demande de subvention : rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, coupures de presse, compte rendu d'activités, correspondance	1991-1992	
8	Salon L'Europe et les métiers, demande de subvention : rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision du bureau du Conseil régional, budget prévisionnel de la manifestation programme (1991-1992). L'artisanat et l'Europe : étude (1991). Transmission et reprise artisanale dans l'Aube : synthèse (1991)	1991-1992	
9	Colloque national du Traitement de surface en mécanique, demande de subvention : correspondance, coupures de presse	1991-1992	
10	Chambre syndicale de la métallurgie, fichier départemental de sous-traitance, demande de subvention : rapport du président du Conseil général, plaquette de présentation, budget prévisionnel, correspondance	1991	
11	Aire d'appellation Champagne, étude, demande de subvention : rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, décision de versement, correspondance, coupures de presse	1992-1993	
12	Association Actions Entreprises Formations Emplois (AEFE), création d'un comité de pilotage, projet : statuts, avant-projet, compte rendu de réunion, notes manuscrites, correspondance (1999). Bourse d'Acquisition et de Cession d'activités professionnelles (BACAP), projet de création d'un site internet, recherche de soutien financier et politique : dossier descriptif du projet, coupures de presse, notes manuscrites, correspondance (1999-2001)	1999, 2001	
13-18	Implication du Conseil général dans la vie économique	1982, 1996	
13	Association pour le développement de la recherche dans les industries agro-alimentaires et de conditionnement (ADRIAC), demande de subvention : rapport du Président, procès-verbal de délibération du Conseil général, (1988) ; fonctionnement : statuts, comptes rendus de réunion du conseil d'administration, de l'assemblée générale, documents comptables, correspondance (1991, 1996) ; présentation : étude (1993)	1988, 1996	

1287 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communicabilité
14	Institut Régional de Participation Ardenne–Champagne (IRPAC) constitution : statuts, compte rendu de la réunion constitutive, rapport du Président et délibération du Conseil général (1982-1983) ; fonctionnement : procès-verbal de réunion du conseil de surveillance, rapport du directoire au conseil de surveillance (1984, 1989) ; représentation du Conseil général : rapport du Président et délibération du Conseil général, correspondance (1982, 1992) ; financement, augmentation de capital : rapport du Président et délibération du Conseil général, correspondance (1983, 1991)	1982, 1992	
15	Bilan des aides financières en matière d'environnement : correspondance (1989) ; en matière d'économie : tableau récapitulatif, correspondance (1992)	1989, 1992	
16	Batelle, financement, fonds d'investissement local, projet : étude (1989) ; implantation : convention entre le Département et l'entreprise, coupures de presse, décision de versement de subvention, correspondance (1990) ; demande de subvention : décision de versement, avenant à la convention, correspondance (1990-1996) ; fonctionnement : rapports d'activité, prévisions budgétaires (1990, 1996) ; programmes de recherche, projets : études (1991) ; réorganisation, restructuration de l'institut : correspondance (1993, 1995)	1989, 1996	
17	Entreprise Poron Diffusion, congé de conversion, demande d'aide : projet de plan social, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, correspondance	1991-1992	
18	Fonds d'investissement local, création, participation du Département : comptes rendus de réunion, note de synthèse, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, correspondance (1995-1996) ; outils financiers de développement local : propositions, étude (1995)	1995-1996	
19-21	Economie et étude du territoire	1990, 1997	
19	Bar-sur-Aube, économie et territoire : étude	1990	
20	Pont-Sainte-Marie, Zone d'Aménagement Concertée, création : correspondance	1995	

1287 W	Descriptif	Dates extrêmes	Commun- nicabilité
21	Urbanisme commercial, implantation, étude : cartes, synthèse, tableaux récapitulatifs par commune, correspondance	1991, 1997	
22-23	Formation professionnelle dans le Département	1991-1992	
22	Groupe de travail, réflexion : objectifs (1991). Insertion des bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion : notes manuscrites, étude (1991)	1991	
23	Centres de formation, récapitulatif : correspondance (1991). Centre de formation forestier de Crogny, demande de subvention, agrandissement des locaux : rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, présentation du Centre, bilan d'activités, plans (1991-1992)	1991-1992	
24-30	Centrale nucléaire de Nogent-Sur-Seine	1980, 1996	
24	Chantier de la centrale nucléaire, rôle du coordonnateur : correspondance	1980	
25-27	Après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, mise au point de la procédure	1981-1985	
25	Mise en place, réunion d'information : relevé de décisions, liste des participants, comptes rendus de réunion, tableau de bord du chantier, plan d'aménagement rural du Nord-Ouest aubois, étude sur la production d'électricité	1981-1982	
26	Réunion : comptes rendus, convocations, ordre du jour, correspondance (1982-1983) ; programme de développement économique : projets, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, historique de l'après-chantier, correspondance (1984-1985)	1982-1985	
27	Réalisation d'une étude, choix d'un bureau d'études : tableau comparatif des offres, dossier retenu, comptes rendus de réunion, rapport du président du Conseil général, délibération du Conseil général, correspondance (1982, 1985) ; état d'avancement de l'étude : comptes rendus de réunion, rapports, études, correspondance (1983-1984)	1982-1985	

1287 W	Descriptif	Dates extrêmes	Communnicabilité
28-29	Après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, réunions de suivi	1981, 1993	
28	Commission Locale d'Information (CLI) : études, rapports ³ , comptes rendus de réunion, relevé de décisions, projet de communiqué de presse, règlement intérieur de la commission, correspondance	1981-1989, 1993	
29	Cellule Economique Après-Chantier de Nogent (CEACN) : convention, comptes rendus de réunion, récapitulatif des décisions prises, correspondance	1988-1993	
30	Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, impact économique : étude	1996	

³ Parmi ces études et rapports, on trouvera : l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement, les besoins en eau de la centrale, les crues de la Seine, l'utilisation des rejets thermiques, le contrôle des installations nucléaires de Champagne Ardenne par la DRIRE (1992)